

Espagne : accord du gouvernement socialiste et de Podemos sur un budget anti-austérité

Par [LIBERATION, avec AFP](#) — 12 octobre 2018 à 14:42

Augmentation du salaire minimum et de l'impôt sur la fortune : le Premier ministre socialiste Pedro Sanchez est parvenu jeudi à un accord de principe avec son principal allié de gauche radical sur un budget 2019.

Augmentation du salaire minimum et de l'impôt sur la fortune : le gouvernement minoritaire socialiste espagnol est parvenu jeudi à un accord de principe [avec son principal allié Podemos](#) sur un budget 2019 anti-austérité. Cet accord entre le gouvernement socialiste et la gauche radicale sera présenté à Bruxelles la semaine prochaine, mais pour être adopté au Parlement, le budget aura aussi besoin des voix des nationalistes basques et des indépendantistes catalans.

«*Il est urgent d'inverser les cicatrices de l'austérité*», ont écrit en préambule de leur accord Podemos et le gouvernement de Pedro Sanchez, arrivé au pouvoir en juin après avoir renversé par motion de censure le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy. L'accord budgétaire prévoit une hausse de 22,3% du salaire minimum mensuel à 900 euros, soit 164 euros de plus par mois. Cette mesure coûtera 340 millions d'euros à l'Etat, selon le texte diffusé jeudi. Le gouvernement et Podemos ont confirmé leur volonté d'indexer les retraites sur l'inflation, ce qui coûterait 704 millions d'euros à l'Etat, l'un des plus gros postes de dépenses.

Impôt sur le patrimoine et contrôle du prix

Le Fonds monétaire international avait alerté début octobre contre cette mesure, affirmant qu'elle pourrait mettre en péril la «*viabilité financière du système*» et «*ajouterait de 3 à 4% de PIB aux dépenses de retraites d'ici 2050*». Les deux partis se fixent également pour objectif de lutter contre la hausse des loyers pour garantir le «*droit constitutionnel*» au logement. Pour protéger les locataires, le gouvernement veut donner la possibilité aux mairies de contrôler le prix de la location dans des zones qu'elles auraient au préalable déclarées «*sous tension*» à cause d'une augmentation des prix «*abusive*». Une grande part du budget (515 millions d'euros) sera également allouée à «*l'aide aux personnes dépendantes*», soit une hausse de 40% par rapport au budget 2018. Podemos et le gouvernement veulent par ailleurs augmenter de deux points les impôts pour les contribuables gagnant plus de 130 000 euros et de quatre points pour les personnes gagnant plus de 300 000 euros. Les deux alliés souhaitent aussi augmenter de 1% l'impôt sur le patrimoine pour les fortunes de plus de dix millions d'euros. Ils prévoient également la création d'un impôt sur les transactions financières pour les entreprises cotées dont la capitalisation boursière est supérieure à un milliard d'euros, qui s'élèvera à 0,2% pour les opérations d'achats d'actions espagnoles. Le gouvernement socialiste table sur un déficit public 1,8% en 2019, après 2,7% en 2018 et 3,1% en 2017. Le Premier ministre Pedro Sanchez a déjà annoncé que s'il ne parvenait pas à faire approuver son budget, il se contenterait de reconduire le budget 2018 de son prédécesseur conservateur.